

LA FAO AU TRAVAIL 2009-2010


www.fao.org




**PRODUIRE
DAVANTAGE**
pour nourrir 9 milliards
d'individus



2/3

A man with dark, curly hair, wearing a white t-shirt and a striped sarong, is bent over in a field of tall grass. He is holding a long-handled tool, possibly a hoe or a similar agricultural implement, with both hands. The background is a soft-focus landscape with trees and a bright sky. The overall tone is somber and focused on manual labor.

**«...IL FAUDRA REDOUBLER D'EFFORTS
POUR TROUVER DE NOUVEAUX MOYENS,
PLUS EFFICACES ET PLUS INTENSIFS,
DE PRODUIRE NOTRE NOURRITURE.»**



PRODUIRE DAVANTAGE

pour nourrir 9 milliards d'individus


LA PRODUCTION VIVRIÈRE DEVRA CROÎTRE DE 70 POUR CENT POUR NOURRIR UNE POPULATION DE 9 MILLIARDS DE PERSONNES EN 2050. CELA SIGNIFIE QU'IL FAUDRA PRODUIRE CHAQUE ANNÉE D'ICI LÀ UN MILLIARD DE TONNES DE CÉRÉALES ET 200 MILLIONS DE TONNES DE VIANDE *SUPPLÉMENTAIRES*. AFIN D'INTENSIFIER LA PRODUCTION D'AUTANT SUR NOTRE PLANÈTE AUX RESSOURCES LIMITÉES, IL FAUDRA REDOUBLER D'EFFORTS POUR TROUVER DE NOUVEAUX MOYENS, PLUS EFFICACES ET PLUS INTENSIFS, DE PRODUIRE NOTRE NOURRITURE. NOUS DEVRONS RÉFLÉCHIR SUR LA VOIE LA PLUS SAGE À EMPRUNTER ET TOUT METTRE EN ŒUVRE POUR NOUS ACQUITTER DE CETTE TÂCHE.

Les tendances de la production vivrière sont pour le moins inquiétantes. Par exemple, le taux de croissance des rendements des principales céréales à l'échelle mondiale n'a cessé de décliner, passant de 3,2 pour cent par an en 1960 à 1,5 pour cent en 2000. L'enjeu consiste à inverser cette tendance, qui empêchera de satisfaire les besoins alimentaires de la planète, si elle se poursuit.

Commençons par un indicateur de base qui montre scientifiquement ce qu'il est possible de cultiver à l'échelle d'une parcelle de terre – ce qu'on appelle l'écart de rendement, c'est-à-dire la différence entre le rendement pouvant être obtenu en stations expérimentales locales à l'aide des meilleurs intrants et techniques disponibles, et le rendement réel obtenu par les agriculteurs dans les exploitations voisines en conditions réelles. Normalement, cet écart est large, en particulier dans les pays en développement, ce qui s'explique par différents problèmes que rencontrent les paysans qui, souvent, n'ont pas d'incitation économique justifiant l'adoption de semences ou de techniques agricoles permettant d'augmenter les rendements. Ils manquent en outre d'un accès à l'information, aux services de vulgarisation et aux compétences techniques. Le manque d'infrastructures, la faiblesse des institutions et des politiques agricoles défavorables sont également susceptibles de créer des obstacles de taille à l'adoption de technologies améliorées au niveau de l'exploitation.

L'AGRICULTURE INTENSIVE EST UNE AFFAIRE COÛTEUSE – et elle le devient de plus en plus. Par exemple, à mesure que les ressources naturelles se raréfient, les prix des ressources non renouvelables comme les combustibles fossiles, et des engrais à base d'azote et de phosphore devraient augmenter au cours des décennies à venir. Les agriculteurs devront économiser tout en optimisant leurs rendements, ne serait-ce que pour rester sur le marché, sans parler de nourrir 9 milliards de personnes.

4/5



**«LES PETITS EXPLOITANTS...REPRÉSENTENT
LA MAJORITÉ DES PERSONNES SOUS-ALIMENTÉES.
NOUS N'AUGMENTERONS PAS LA PRODUCTION
VIVRIÈRE DE FAÇON DURABLE SANS EUX.»**

> Produire davantage
pour nourrir 9 milliards d'individus

UN MOYEN D'ÉCONOMISER EST DE PRATIQUER L'AGRICULTURE DE CONSERVATION, qui prévoit un travail minimal du sol et le maintien d'une couverture végétale avec des paillis ou autres matières organiques pour en conserver l'humidité, permettant ainsi de réduire l'irrigation. Ce type d'agriculture réduit les besoins en eau des cultures de 30 pour cent, l'impact des hautes températures, les besoins énergétiques de l'agriculture de 70 pour cent, et contribue même à fixer quelque 200 kg de carbone par hectare et par an. Elle permet donc aux cultures de s'adapter au changement climatique et contribue à son atténuation. L'agriculture de conservation est actuellement pratiquée sur environ 10 pour cent des terres agricoles dans le monde, essentiellement en Amérique latine.

La protection intégrée contre les ravageurs associe des variétés résistantes aux organismes nuisibles, la lutte biologique, les pratiques culturales et une utilisation judicieuse des pesticides pour accroître la production, abaisser les coûts et réduire la contamination des eaux et des sols. Certains agriculteurs appliquent régulièrement des pesticides, que la culture soit menacée par des ravageurs ou pas. Adapter le recours aux pesticides aux besoins réels est bénéfique pour l'environnement et la santé humaine, outre le fait qu'il permet de faire des économies.

Les avantages de l'irrigation sont immenses. Selon les estimations des experts, dans les pays en développement, l'agriculture irriguée, pratiquée sur environ 20 pour cent des terres arables de la planète, assure 47 pour cent de toute la production agricole et près de 60 pour cent de la production céréalière. Pour nourrir neuf milliards d'êtres humains, il faut étendre les superficies irriguées ainsi que les pratiques d'aménagement propres à améliorer l'efficacité d'utilisation de l'eau, comme par exemple, des techniques de collecte de l'eau et la conservation de l'humidité des sols.



LES TECHNIQUES DE SÉLECTION VÉGÉTALE, et plus particulièrement les biotechnologies modernes, ont suscité des débats publics au cours de la dernière décennie. Pourtant, du point de vue technique, les biotechnologies modernes adaptées ont le potentiel d'accélérer la mise au point de variétés améliorées, permettant ainsi d'accroître les rendements, d'améliorer la qualité des cultures/aliments, et/ou de réduire les pertes de récolte.

Dans les pays à faible revenu, la recherche-développement agricole (R&D) continue d'être l'investissement le plus productif dans le secteur agricole, suivie des investissements dans l'éducation, les infrastructures, et les crédits intrants. Les investissements en R&D ont des taux de rentabilité très élevés et assurent des avantages à long terme.

L'accroissement des rendements mondiaux entre 1965 et 2000 s'explique à la fois par de meilleures pratiques d'aménagement des cultures, et par les progrès de la phylogénétique. La conservation et l'utilisation durable des ressources phylogénétiques par la sélection végétale peuvent permettre de développer des variétés de meilleure qualité et à plus haut rendement, ayant une plus grande efficacité d'utilisation des nutriments et de l'eau, et présentant une meilleure tolérance aux ravageurs et à la sécheresse et à la chaleur.

Cela peut paraître simple, bien qu'intimidant. Mais ce n'est pas le cas. Le danger est latent!



**«UNE APPROCHE AGRICOLE ÉCOSYSTÉMIQUE...
PERMETTRA AUX PETITS EXPLOITANTS
D'ÉCONOMISER SUR LES INTRANTS AGRICOLES
ONÉREUX, ET POURRONT RÉINVESTIR CET ARGENT
DANS LEURS EXPLOITATIONS ET LA NOURRITURE,
LA SANTÉ ET L'ÉDUCATION DE LEURS FAMILLES.»**

> Produire davantage
pour nourrir 9 milliards d'individus

LES TENTATIVES PASSÉES D'INTENSIFICATION DE L'AGRICULTURE, comme la Révolution Verte des années 1960 et 70, ont plus que doublé la production vivrière sans recourir à une expansion significative des terres agricoles, mais elles ont payé leur tribut. Dans certains cas, il est désormais reconnu que l'accroissement spectaculaire des rendements des cultures vivrières – avec l'application intensifiée d'engrais, l'utilisation de variétés à haut rendement et de pesticides – s'est fait aux dépens de l'environnement ou selon des pratiques non durables.

Dans le principe, on entend par agriculture durable l'application des bonnes politiques, des bonnes technologies et de la bonne approche servant à compléter le travail de la Nature. Parmi les contributions de la Nature, citons notamment: l'action des organismes du sol pour permettre aux plantes d'accéder aux principaux nutriments, une saine structure du sol qui favorise la rétention de l'eau et la reconstitution des nappes phréatiques, les services de pollinisation, la prédation naturelle des ravageurs, etc. Autrement dit, l'agriculture durable serait l'utilisation judicieuse d'intrants externes relativement plus sûrs au bon moment du cycle de croissance et dans la juste mesure. Une approche basée sur ces principes peut être décrite comme une "approche écosystémique" d'intensification de la production vivrière.

Il ne faut pas oublier que les petits exploitants et leurs familles représentent quelque 2,5 milliards de personnes, soit plus d'un tiers de la population mondiale. C'est parmi eux que l'on trouve la majorité des personnes sous-alimentées. Nous n'augmenterons pas la production vivrière de façon durable sans eux. Et d'ailleurs, ils ont tout à gagner en adoptant une approche agricole écosystémique: ils économiseront sur les intrants agricoles onéreux, et pourront réinvestir cet argent dans leurs exploitations et la nourriture, la santé et l'éducation de leurs familles.

La sécurité alimentaire est assurée quand toutes les personnes, en tout temps, ont économiquement, socialement et physiquement accès à une alimentation suffisante, sûre et nutritive qui satisfait leurs besoins nutritionnels et leurs préférences alimentaires pour leur permettre de mener une vie active et saine. Ce constat n'est guère très fréquent. Les individus peuvent cultiver leur propre nourriture, ou l'acheter avec l'argent qu'ils gagnent. Dans les zones rurales où l'agriculture est le pilier de l'économie, la production agricole intensifiée, thème de cette réflexion, se traduirait naturellement par davantage d'emplois, et partant, par une réduction des niveaux de faim.

Malheureusement, même dans les pays affichant des secteurs agricoles en plein essor, la faim existe en milieu rural: beaucoup de paysans sans terres, de travailleurs, d'orphelins, de veuves, de personnes âgées, parmi les plus démunis de tous, n'ont pas assez à manger. Même les familles rurales disposant de revenus réguliers peuvent avoir des enfants mal nourris tout simplement parce qu'elles ignorent les préceptes nutritionnels. Par conséquent, l'accès à la nourriture pour les plus besogneux doit être garanti par des filets de sécurité sociale bien ciblés, tels que programmes d'alimentation scolaire, mécanismes de garantie de l'emploi, transferts d'espèces et prestations de retraite.

Vu que le problème de la production durable de nourriture en quantités suffisantes pour neuf milliards d'individus n'est pas en passe de disparaître, j'incite tout un chacun à réfléchir sur les questions que je viens de soulever ici. Je vous remercie.


Jacques Diouf
Directeur général

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture



8/9

**«AVEC LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE HAÏTIEN,
LA FAO SOUTIEN LA MULTIPLICATION
ET LA DISTRIBUTION DE VARIÉTÉS
DE SEMENCES DE QUALITÉ.»**



AIDER LES PAYS avant, durant et après l'urgence

CHAQUE ANNÉE, DES MILLIONS D'ÊTRES HUMAINS SONT VICTIMES DE CATASTROPHES NATURELLES, DE CONFLITS, DE CHOCS ÉCONOMIQUES ET DE MALADIES TRANSFRONTIÈRES DES PLANTES ET DES ANIMAUX. LA FAO AIDE LES PAYS ET SES PARTENAIRES À SE PRÉPARER ET À RÉPONDRE AUX MENACES ET AUX CRISES AFFECTANT L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE. EN MAI 2010, LE BUDGET DE L'ORGANISATION ALLOUÉ AUX ACTIVITÉS D'URGENCE ET DE RELÈVEMENT DANS LE MONDE ENTIER ÉTAIT D'ENVIRON 1,1 MILLIARD DE DOLLARS.

LES CATASTROPHES NATURELLES sont en augmentation et leurs effets plus dévastateurs. L'une des pires calamités des dernières années a été le séisme de magnitude 7.0 qui a frappé Haïti le 12 janvier 2010. La FAO est aussitôt intervenue en distribuant des intrants agricoles à temps pour les semis de printemps dans le but de doper la production vivrière locale. Elle continue à venir en aide aux familles par le biais de multiples interventions, comme par exemple, des programmes de création d'emplois ruraux, des projets d'agriculture urbaine et de multiplication des semences. L'Organisation a en outre travaillé avec le Gouvernement à la préparation d'un plan d'investissement sur six ans pour le relèvement et le développement du secteur agricole. En tant qu'organisme chef de file pour l'agriculture humanitaire, la FAO coordonne près de 90 organisations non gouvernementales dans le pays. Elle a mis en place une équipe spéciale en collaboration avec le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Fonds international pour le développement agricole (FIDA) pour aider le Gouvernement à planifier et à mettre en œuvre sa stratégie de sécurité alimentaire.

Pour rendre les communautés plus résilientes en cas de catastrophe et les aider à se relever des chocs, la FAO est en train d'incorporer des stratégies de gestion des risques de catastrophes dans ses opérations d'urgence. Avec le Ministère de l'agriculture haïtien, elle soutient la multiplication et la distribution de variétés de semences de qualité. Elle encourage également les bonnes pratiques agricoles résilientes au climat, telles que les cultures en courbes de niveau, les barrières végétales et les haies vives pour la conservation des sols et la prévention des glissements de terrain et de l'érosion. Elle est en train de créer des Ecoles pratiques d'agriculture et d'intégrer les techniques de changement climatique et de réduction des risques dans les politiques, programmes et institutions agricoles.

> Aider les pays
avant, durant et après l'urgence

AU SAHEL, le manque de pluies au cours de la dernière année a provoqué l'assèchement des pâturages et une baisse de la production vivrière, en particulier au Niger et au Tchad. La FAO intervient dans la région pour livrer des aliments pour le bétail et des semences en vue de la campagne de semis de juin 2010. Elle fournit aussi une aide à plus long terme aux organisations d'agriculteurs ainsi qu'aux producteurs locaux de semences.

Un volet important des travaux de la FAO dans les situations de conflits et d'après conflit consiste à remettre sur pied les institutions de la société civile et du gouvernement. Au Sud-Soudan, la FAO aide à renforcer les nouvelles institutions gouvernementales chargées de l'agriculture et de la sécurité alimentaire. En Irak, le programme d'urgence et de réhabilitation de la FAO est passé à la phase de formation pour renforcer les institutions agricoles et contribuer à l'élaboration d'une législation pour le secteur de l'agriculture.



LES INTERVENTIONS DE LA FAO dans le domaine de l'agriculture sont de plus en plus diversifiées et axées sur la réduction de l'aide alimentaire. Au Zimbabwe, dans le cadre d'une intervention humanitaire de grande envergure, la FAO a aidé à améliorer la production agricole grâce à l'agriculture de conservation, à protéger le bétail avec les vaccins, à reconstituer les troupeaux par l'insémination artificielle, et à améliorer la nutrition des ménages en distribuant des semences pour les potagers familiaux. Grâce à un programme de distribution massive de semences et d'intrants pour la campagne principale, mené par la FAO et le Gouvernement avec l'appui d'un grand nombre d'organisations de la société civile, le PAM est parvenu à réduire considérablement son programme d'aide alimentaire dans le pays.

La multiplication des foyers de maladies transfrontières des plantes et des animaux, des infestations de ravageurs et des urgences de sécurité sanitaire des aliments constitue une menace sérieuse pour la chaîne alimentaire. Dans cette optique, la FAO a créé le Cadre de gestion des crises de la filière alimentaire, qui regroupe toute l'expertise disponible au sein de l'Organisation, pour aider ses membres dans leurs efforts de prévention, d'alerte rapide et de réponse aux crises de la chaîne alimentaire. En Indonésie, par exemple, le Programme sur l'Influenza aviaire du Centre d'urgence de la FAO pour la lutte contre les maladies animales transfrontières (ECTAD), doté de 45 millions de dollars, aide le Gouvernement à mettre en œuvre une vaste gamme d'activités de prévention, de surveillance, de réponse, de lutte, de recherche et de communication dans tout le pays. La FAO collabore avec le Gouvernement et les parties prenantes pour réduire les risques de la production jusqu'au consommateur final.

> Aider les pays
avant, durant et après l'urgence

LES PARTENARIATS SONT ESSENTIELS POUR RÉPONDRE dans les meilleurs délais aux besoins des bénéficiaires. En 2009, l'Union européenne et la FAO ont uni leurs forces pour doper la production agricole afin de lutter contre l'aggravation de la faim dans le monde et la flambée des prix alimentaires. La Facilité alimentaire de l'Union européenne (EUFF) a alloué plus de 228 millions d'euros à la FAO pour ses opérations dans 28 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine gravement touchés par la hausse des prix et la récession économique mondiale. Les programmes visent des résultats rapides mais durables et portent sur la période de transition entre l'aide d'urgence et le développement à plus long terme, souvent en partenariat avec le PAM. Le but premier est d'accroître la production vivrière de 30 pour cent et réduire les déficits alimentaires d'au moins deux-trois mois pour plus de 100 000 ménages, en leur fournissant des semences et des technologies. En Afghanistan, les fonds de l'EUFF ont soutenu et renforcé les entreprises semencières privées dans le but d'accroître la production et l'utilisation de semences certifiées de blé et d'autres cultures de base. En République démocratique du Congo, l'EUFF s'emploie à améliorer l'accès aux informations sur la sécurité alimentaire, à renforcer les compétences techniques nationales de production, stockage, transformation et commercialisation des produits agricoles, et à améliorer le réseau de routes rurales pour aider les paysans à transporter leurs marchandises jusqu'aux marchés.

LE TRAVAIL DE LA FAO en faveur des petits agriculteurs, des pêcheurs, des forestiers, des éleveurs et de leurs familles, pour les aider à se relever des crises, est financé exclusivement par des contributions volontaires, et requiert un appui soutenu pour assister les efforts des partenaires en matière de protection et de remise en état des moyens d'existence agricoles dans les situations d'urgence.

Pour tout complément d'information, veuillez consulter
www.fao.org/emergencies



Faits saillants

UNE INVASION ACRIDIENNE NEUTRALISÉE GRÂCE AUX BIOPESTICIDES

Une invasion de criquets nomades menaçant les cultures en République-Unie de Tanzanie a été maîtrisée grâce à un biopesticide baptisé Green Muscle®, utilisé pour la première fois à si vaste échelle. Répondant à un appel des pays d'Afrique Centrale et australe, la FAO a facilité l'application du produit sur 100 000 hectares de réserves naturelles écologiquement vulnérables. Le biopesticide anéantit uniquement les locustes et sauteriaux et n'est pas toxique pour l'homme, ni pour l'environnement. La campagne a permis de conjurer une catastrophe agricole qui aurait pu toucher 15 millions d'habitants de la région. La République-Unie de Tanzanie, victime de la plus vaste résurgence, était le pays le plus à risque dans la région. La FAO a organisé et coordonné la campagne de concert avec l'Organisation internationale de l'Afrique centrale et méridionale contre le criquet nomade.

/JUN 2009



12/13



LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS ADOpte DE NOUVELLES MESURES DE SÉCURITÉ SANITAIRE DES ALIMENTS

Lors de sa 32^{ème} session à Rome, la Commission du Codex Alimentarius a adopté 30 nouvelles normes internationales, codes de pratiques et directives visant à améliorer la sécurité sanitaire des aliments dans le monde. Des représentants de 125 pays ont participé aux réunions et ont approuvé notamment des mesures concernant l'acrylamide, substance cancérigène qui se forme dans les aliments riches en amidon durant les processus de friture ou rôtissage, des conseils à l'intention des pays producteurs de café au sujet de la mycotoxine Ochratoxine A, des critères sur la salmonelle et autres bactéries dans les préparations en poudre pour nourrissons de plus de six mois, sur la Listeria dans les aliments prêts-à-consommer et sur les hydrocarbures aromatiques polycycliques qui se forment durant les processus de fumure ou de séchage des aliments.

/JUILLET 2009

> Faits saillants

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA FAO APPLAUDIT L'INITIATIVE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DU G8

La réunion du G8 à L'Aquila (Italie) a abouti à une Initiative de sécurité alimentaire du G8, dotée d'une enveloppe de 20 milliards de dollars, que le Directeur général de la FAO, Jacques Diouf, a qualifiée de changement de cap encourageant qui aidera les pauvres et les affamés à produire leur propre nourriture. Les Etats membres du G8 ont convenu de mobiliser les 20 milliards de dollars sur trois ans pour une stratégie axée sur le développement agricole durable. En s'adressant au G8, J. Diouf s'est déclaré confiant de leur intention de traduire ces engagements en actions concrètes pour des considérations morales et économiques et pour assurer la paix et la sécurité dans le monde.

/JUILLET 2009

LA FAO NÉGOCIE LE PREMIER TRAITÉ MONDIAL SUR LES MESURES RELEVANT DE L'ETAT DU PORT

La FAO a négocié un accord entre 91 pays qui a abouti à la signature du tout premier traité mondial sur les mesures du ressort de l'Etat du port pour combattre la pêche illégale. L'Accord relatif aux mesures du ressort de l'Etat du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée a pour vocation d'interdire l'entrée aux ports aux navires pratiquant la pêche illicite. Cette mesure devrait dissuader les pêcheurs de se livrer à ces activités qui nuisent à la productivité des pêches et à tous ceux qui dépendent des pêches pour vivre. L'accord prévoit une assistance et un soutien aux pays en développement pour sa mise en application.

/SEPTEMBRE 2009

PIERRE CARDIN ET CARL LEWIS, NOUVEAUX AMBASSADEURS DE LA FAO

La FAO a nommé cinq nouveaux ambassadeurs extraordinaires et de bonne volonté pour promouvoir la vision de la FAO d'un monde libéré de la faim. Il s'agit de la Première Dame de la République dominicaine, Margarita Cedeño de Fernández, du couturier français Pierre Cardin, de l'athlète américain Carl Lewis, de la chanteuse indonésienne Anggun et de la chanteuse colombienne Fanny Lu. Les nombreux ambassadeurs de la FAO se servent de leur célébrité pour sensibiliser le public au drame de plus d'un milliard d'affamés dans le monde et encourager leurs fans à faire des dons en faveur des projets d'alimentation communautaire.

/SEPTEMBRE 2009

LA FAO SOUTIENT LE RÔLE DES FORÊTS DANS LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le Congrès forestier mondial s'est réuni à Buenos Aires (Argentine) sous les auspices de la FAO. Plus de 7 000 participants de 160 pays étaient rassemblés pour examiner les questions de changement climatique, de développement durable, de bioénergies et autres thèmes intéressant les forêts. La FAO et ses partenaires ont lancé un système mondial de surveillance des forêts basé sur l'imagerie par satellite pour évaluer les rythmes actuels et passés de déforestation et de reboisement. En mettant à la disposition des pays en développement des données prêtes à l'emploi, le système les aidera à réduire leurs émissions de carbone dues à la déforestation et à la dégradation des forêts et à améliorer leurs efforts de conservation, leurs moyens d'existence et leur sécurité alimentaire.

/OCTOBRE 2009



> Faits saillants

FORUM D'EXPERTS DE HAUT NIVEAU: COMMENT NOURRIR LE MONDE EN 2050

D'ici 2050, 2,3 milliards d'habitants viendront gonfler les rangs de la population mondiale, qui devrait ainsi atteindre les 9,1 milliards. La FAO estime que le monde est tout à fait en mesure de les nourrir, malgré les enjeux considérables qu'il devra relever en termes de production vivrière et d'accès aux aliments, qui comprendront également l'impact du changement climatique et des bioénergies. En prévision du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire, la FAO a organisé un forum rassemblant plus de 300 experts du monde universitaire, des organisations non gouvernementales et du secteur privé pour débattre du thème «Comment nourrir le monde en 2050». Les participants se sont penchés sur des questions comme la demande alimentaire, la disponibilité de ressources naturelles telles que la terre et l'eau, l'accroissement des rendements agricoles, les besoins d'investissements et l'élimination de la pauvreté.

/OCTOBRE 2009

RAPPORT SUR LA FAIM: LE NOMBRE D'AFFAMÉS FRANCHIT LE CAP DU MILLIARD

Le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde est désormais passé à 1,02 milliard. Le rapport annuel de la FAO «L'Etat de l'Insécurité alimentaire dans le monde», préparé en 2009 avec le PAM, souligne que la crise alimentaire et la récession économique mondiales se sont traduites par une forte augmentation du nombre d'affamés, touchant les habitants les plus pauvres des pays en développement. Qualifiant la situation d'intolérable, le Directeur général Jacques Diouf a exhorté les dirigeants mondiaux à faire preuve de la détermination politique nécessaire pour éradiquer la faim.

/OCTOBRE 2009

RÉFORME DU COMITÉ DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE POUR AFFRONTER L'AGGRAVATION DE LA FAIM

Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale de la FAO a fait l'objet d'une réforme en pleine période d'aggravation de la faim. Il est appelé à devenir la principale tribune internationale et inclusive pour l'examen, la coordination et la convergence des politiques visant à éliminer la faim et à assurer la sécurité alimentaire. Le nouveau Comité comprend les Etats membres de la FAO et de l'ONU, mais également des organismes des Nations Unies tels que le FIDA, le PAM et l'Equipe spéciale de haut niveau du Secrétaire général de l'ONU sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire, les Institutions de Bretton Woods, la Banque mondiale et le Fonds monétaire, les banques régionales de développement et l'Organisation mondiale du commerce, ainsi que les institutions internationales de recherche agricole. Le Comité est composé de membres de la société civile, d'ONG et d'autres organisations du domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition, de même que des représentants autorisés des populations victimes de l'insécurité alimentaire. Il sera en outre ouvert au secteur privé et aux fondations caritatives. Le Comité recevra désormais des avis scientifiques et techniques d'un groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition afin de prendre des décisions objectives en connaissance de cause.

/OCTOBRE 2009



> Faits saillants

LA JOURNÉE MONDIALE DE L'ALIMENTATION MET L'ACCENT SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN PÉRIODE DE CRISE

Soixante-quatre ans après la fondation de la FAO, les célébrations de la Journée mondiale de l'alimentation organisées à Rome ont porté sur la sécurité alimentaire en période de crise. Dans son allocution lors de la Journée annuelle, le Directeur général de la FAO, Jacques Diouf, a exhorté les dirigeants mondiaux à unir leurs efforts pour éliminer la faim et reconnaître la nécessité d'accroître les investissements dans l'agriculture. Il a souligné que le montant de 44 milliards de dollars nécessaire au développement agricole est infime par rapport aux 365 milliards alloués à l'agriculture des pays riches en 2007, et dérisoire au regard des dépenses annuelles mondiales d'armement de 1 340 milliards de dollars, ou des milliers de milliards de dollars déboursés pour soutenir le secteur financier. Dans un message aux célébrations de la Journée mondiale de l'alimentation, le Pape Benoît XVI a affirmé que le drame de la faim ne peut être surmonté qu'en effaçant ses causes structurelles et en encourageant le développement agricole des pays les plus pauvres.

/OCTOBRE 2009

GRÈVE DE LA FAIM DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA FAO EN SIGNE DE SOLIDARITÉ AVEC LES AFFAMÉS DE LA PLANÈTE

La veille du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire, le Directeur général de la FAO, Jacques Diouf, a invité le monde entier à entamer une grève de la faim de 24 heures pour témoigner leur soutien envers le milliard d'êtres humains souffrant de faim chronique. Il a lui-même adhéré à cette grève, comme l'ont fait à leur tour le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki Moon et le Maire de la Ville de Rome. M. Diouf espérait que ce geste serve à sensibiliser l'opinion publique et à faire pression sur les dirigeants mondiaux. Durant ces 24 heures, il s'est installé dans le hall de la FAO où il a travaillé et même passé la nuit sur un matelas de fortune en blocs de mousse, endossant un chapeau en laine et un pardessus sur son pyjama pour résister au froid du bâtiment non chauffé.

/NOVEMBRE 2009



LE SOMMET MONDIAL SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE À ROME VISE À ÉRADIQUER LA FAIM

La FAO a organisé le Sommet mondial sur la sécurité alimentaire afin d'encourager la forte volonté politique et les investissements nécessaires et inciter le monde à redoubler d'efforts à l'échelle nationale et internationale pour éliminer la faim. Soixante chefs d'Etat et 191 ministres représentant 182 pays et la Communauté européenne ont participé. Si la déclaration finale ne prévoyait pas de cibles d'investissements, ni d'échéances spécifiques, le sommet a néanmoins abouti à des engagements importants pour contribuer à l'effort d'éradication de la faim. Le Sommet a également reconnu l'urgence d'affronter la menace du changement climatique sur la sécurité alimentaire et convenu que des efforts synergiques soient déployés pour en atténuer les effets, en attachant une attention particulière aux petits producteurs agricoles et aux populations vulnérables.

/NOVEMBRE 2009



> **Faits saillants**

APPROBATION DU PROGRAMME DE TRAVAIL ET DE BUDGET

La Conférence des 192 Etats membres de la FAO a approuvé un nouveau programme de travail axé sur les résultats. Elle a convenu d'accroître de 7,6 pour cent le budget ordinaire de la FAO, financé par les contributions obligatoires, qui s'établiront à 1,005 milliards de dollars, incorporant le Plan d'action immédiate pour le renouveau de la FAO. Le programme de travail devrait bénéficier également de contributions volontaires record de 1,2 milliards de dollars.

/NOVEMBRE 2009

NOUVEAU PROGRAMME MULTIDONATEURS D'ATTÉNUATION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Lors de la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique qui s'est tenue à Copenhague, la FAO a annoncé un nouveau programme d'atténuation du changement climatique visant à promouvoir l'agriculture durable à faibles émissions dans les pays en développement au cours des cinq prochaines années. Le Programme sera financé par de multiples donateurs, avec en première ligne la Finlande offrant une contribution de 60 millions de dollars. À l'heure actuelle, l'agriculture est responsable d'environ 14 pour cent des émissions de gaz à effet de serre, mais elle pourrait réduire ses propres

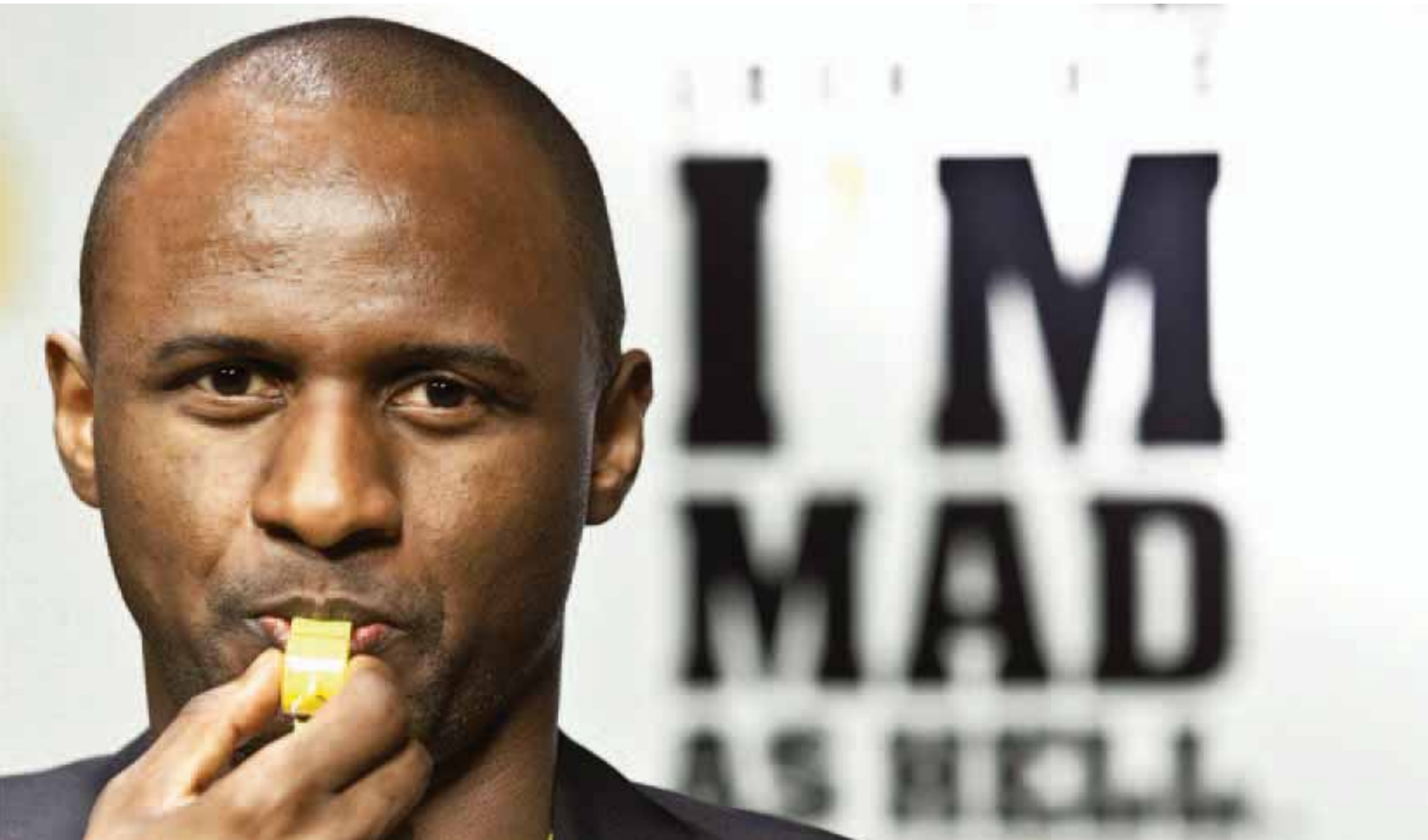
émissions nocives et ses GES d'une façon générale en éliminant le CO2 de l'atmosphère et en le piégeant dans le sol et les plantes. Le programme entend exploiter les pratiques existantes de réduction des émissions qui ont également un effet positif sur la réduction de la faim et de la pauvreté. Il créera une indispensable base de données mondiale des émissions actuelles et projetées par denrée de base, pays et région.

/DÉCEMBRE 2009

L'ÉVALUATION LA PLUS COMPLÈTE DES FORÊTS À CE JOUR

En 2010, la FAO a publié la nouvelle édition de son Evaluation des ressources forestières mondiales, son étude la plus exhaustive jamais réalisée sur 233 pays et territoires. Parmi les principales conclusions du rapport, la déforestation mondiale, essentiellement due à la conversion des forêts tropicales en terres agricoles, a reculé au cours des dix dernières années mais se poursuit à un rythme alarmant dans de nombreux pays. À l'échelle mondiale, quelque 13 millions d'hectares de forêts ont été convertis à d'autres utilisations ou ont disparu de causes naturelles chaque année entre 2000 et 2010, contre environ 16 millions d'hectares par an durant la décennie précédente.

/MARS 2010



> Faits saillants

LE PROJET «1BILLIONHUNGRY» ET SA PÉTITION MONDIALE

Dans le cadre de l'effort de sensibilisation et de mobilisation de la volonté politique nécessaire pour éradiquer la faim, la FAO a lancé une vaste campagne de communication et une pétition en ligne (disponible à: www.1billionhungry.org), déjà présentée au Sommet mondial sur la sécurité alimentaire de novembre 2009. Le projet «1billionhungry» utilise des images percutantes pour illustrer le drame de la faim et un sifflet jaune comme icône de la campagne pour encourager les gens à «siffler la faim». La pétition en ligne, qui sera soumise à l'ONU, invite les gouvernements à placer l'élimination de la faim au premier rang de leurs priorités. La FAO compte sur les réseaux mondiaux comme Facebook, Twitter et You Tube pour sa diffusion.

/MAI 2010

LA RÉFORME DE LA FAO PROGRESSE

Un vaste programme de réforme organisationnelle et de changement de culture a démarré en 2008. La restructuration du Siège et la décentralisation des décisions ont débouché sur une structure plus réactive et moins stratifiée et ont permis d'abaisser les coûts. La modernisation et l'harmonisation des processus administratifs et opérationnels sont en cours. L'amélioration du travail d'équipe interne et la mise en place de partenariats externes plus étroits, outre l'optimisation des technologies de l'information et une plus grande autonomie des bureaux décentralisés de la FAO permettent à l'Organisation d'intervenir rapidement là où les besoins sont les plus pressants. La FAO étant avant tout une organisation fondée sur les connaissances, investir dans les ressources humaines est une priorité absolue. Le renforcement des capacités, notamment un programme d'encadrement, la rotation du personnel et un nouveau programme de jeunes cadres, a été mis en place. La gestion des performances individuelles, le recrutement d'un spécialiste des questions d'éthique et un bureau indépendant de l'évaluation sont destinés à améliorer les résultats grâce à l'apprentissage et au renforcement de la supervision.

/2009-2010

La FAO en chiffres

MEMBRES

La FAO est une organisation intergouvernementale qui compte 192 Etats membres, plus une organisation membre, la Communauté européenne.

GOVERNANCE

Tous les deux ans, les représentants de tous les Etats membres se rassemblent lors de la Conférence de la FAO pour examiner les travaux accomplis et approuver un nouveau budget. La Conférence élit le Conseil, un petit groupe de 49 nations membres, à des mandats de trois ans par rotation pour guider les activités de l'Organisation. La Conférence élit également le Directeur général pour un mandat de six ans. En janvier 2006, M. Jacques Diouf (Sénégal), a été reconduit pour un troisième mandat.

DÉPARTEMENTS

La FAO est constituée de sept départements: Agriculture et protection des consommateurs; Développement économique et social; Pêches et aquaculture; Forêts; Services internes, ressources humaines et finances; Gestion des ressources naturelles et de l'environnement; et Coopération technique.

BUREAUX

Outre son siège à Rome, la FAO est présente dans plus de 130 pays. Le réseau des bureaux décentralisés compte 5 bureaux régionaux, 11 bureaux sous-régionaux, deux équipes interdisciplinaires et 74 bureaux nationaux (à l'exclusion de ceux hébergés par les bureaux régionaux et sous-régionaux), 8 bureaux dotés de personnel technique détaché et de Représentants de la FAO, et 36 bureaux couverts par un représentant ayant une accréditation multiple. L'Organisation maintient par ailleurs cinq bureaux de liaison et quatre bureaux d'information dans les pays développés.

PERSONNEL

Au 1^{er} mai 2010, la FAO employait 1 736 membres du cadre organique et 1 905 membres des services généraux, dont les deux tiers environ travaillent au siège à Rome, et le reste dans les bureaux du monde entier. Ces chiffres se réfèrent uniquement aux fonctionnaires titulaires d'un contrat à durée déterminée ou à caractère continu.

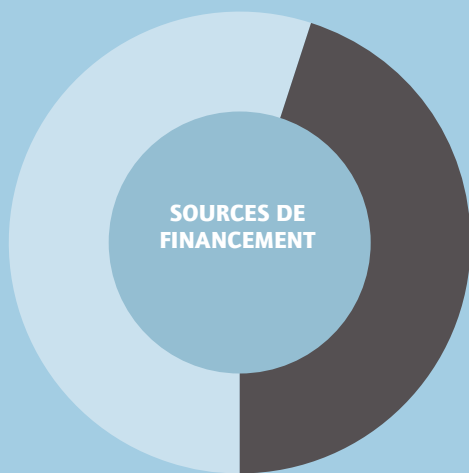
PROGRAMME DE TERRAIN

En 2009, la FAO a bénéficié de 647,1 millions de dollars provenant des organismes donateurs et des gouvernements pour ses projets de développement agricole et rural et les situations d'urgence. Quelque 82,1 pour cent des finances du Programme de terrain provenaient de fonds fiduciaires nationaux. Durant la même année, la FAO a contribué à hauteur de 9,2 pour cent de son budget ordinaire (soit 66,4 millions de dollars), par le biais de son Programme de Coopération technique et de ses programmes nationaux et régionaux de sécurité alimentaire.

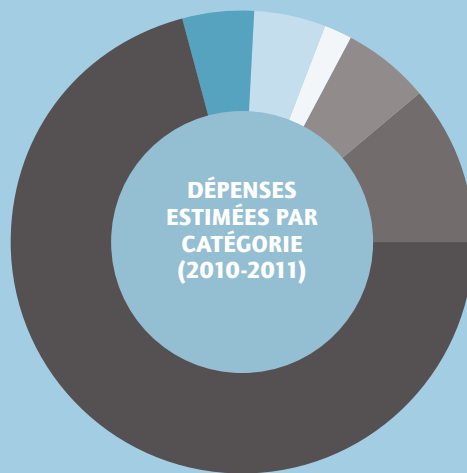
FINANCEMENTS ET DÉPENSES

Le programme de travail de la FAO est financé par les contributions obligatoires et volontaires. Les contributions obligatoires sont les quotes-parts des Etats membres fixées par la Conférence biennale de la FAO. Le budget ordinaire de la FAO pour l'exercice 2010-2011 est de 1,005 milliards de dollars. Les contributions volontaires des membres et d'autres partenaires soutiennent l'assistance technique et l'aide d'urgence (y compris la réhabilitation) aux gouvernements, ainsi que l'appui direct aux activités de base de la FAO. Les contributions volontaires devraient s'établir à environ 1,2 milliards de dollars en 2010-11.

Ce budget total couvre les activités techniques centrales, la coopération et les partenariats, répartis en Résultats (alimentation et agriculture); Fonctions centrales; Réseau de bureaux décentralisés; et Dépenses d'équipement, de sécurité et d'administration.



- CONTRIBUTIONS OBLIGATOIRES 45%
- CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES 55%



- RÉSULTATS (ALIMENTATION ET AGRICULTURE) 71%
- PROGRAMME DE COOPÉRATION TECHNIQUE 5%
- RÉSEAU DES BUREAUX DE PAYS 5%
- DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT ET DE SÉCURITÉ 2%
- ADMINISTRATION 6%
- FONCTIONS ESSENTIELLES 11%



**1.000.000.000
PEOPLE
LIVE IN CHRONIC
HUNGER AND
I'M
MAD
AS HELL.
WWW.1BILLIONHUNGRY.ORG
SIGN THE PETITION TO END HUNGER**

**1.000
DI P
NEL M
LA
I
W
P**



Crédits photos: première de couverture ©FAO/Walter Astrada; pages 2 et 3 ©Geert van Kesteren/Magnum Photos pour la FAO; page 4 ©FAO/Sailendra Kharel; page 5 (droite) ©FAO/A. K. Kimoto, (gauche) ©FAO/Giulio Napolitano; page 6 ©FAO/Olivier Asselin; page 7 (haut) ©FAO/Issouf Sanogo, (bas) ©FAO/Georges Gobet; pages 8 et 9 ©FAO/Giulio Napolitano; pages 10 et 11 ©FAO/Giulio Napolitano; page 12 (gauche) ©FAO/Christian Pantenius, (droite) ©FAO/Alessandra Benedetti; page 13 (de haut en bas) ©FAO/Giulio Napolitano, ©FAO/Alessandra Benedetti, ©AFP/dpa/Andres Perez Moreno; page 14 (haut et centre) ©FAO/Giulio Napolitano, (bas) ©FAO/Alessandra Benedetti; page 15 (haut et centre) ©FAO/Giulio Napolitano, (bas) ©FAO/Alessandra Benedetti; page 16 ©FAO/Giulio Napolitano; page 17 ©FAO/Alessia Pierdomenico; page 19 ©FAO/Alessia Pierdomenico; dernière de couverture ©FAO/Danfung Dennis.

Tous droits réservés. Les informations contenues dans ce produit d'information peuvent être reproduites ou diffusées à des fins éducatives et non commerciales sans autorisation préalable du détenteur des droits d'auteur à condition que la source des informations soit clairement indiquée. Ces informations ne peuvent toutefois pas être reproduites pour la revente ou d'autres fins commerciales sans l'autorisation écrite du détenteur des droits d'auteur. Les demandes d'autorisation devront être adressées au Chef de la Sous-division des politiques et de l'appui en matière de publications électroniques, Division de communication, FAO, Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie ou, par courrier électronique, à copyright@fao.org



**ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE**

Viale delle Terme di Caracalla - 00153 Rome, Italie
Téléphone: +39 06 57051 Télécopie: +39 06 5705 3152
Courriel: FAO-HQ@fao.org